



---

## **Vues d'ensemble cantonales**

### Encouragement et maintien des compétences de base chez les adultes

---

20.03.2019

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Introduction</b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>Aperçu des vues d'ensemble</b> .....	<b>3</b>
2.1	Etendue des vues d'ensemble .....	3
2.2	Résultats globaux .....	4
<b>3</b>	<b>Vues d'ensemble cantonales</b> .....	<b>5</b>
3.1	Argovie.....	5
3.2	Bâle-Campagne.....	6
3.3	Bâle-Ville.....	7
3.4	Berne .....	8
3.5	Fribourg .....	9
3.6	Genève .....	10
3.7	Grisons .....	11
3.8	Jura.....	12
3.9	Lucerne.....	13
3.10	Saint-Gall – Appenzell Rhodes-Extérieures – Appenzell Rhodes-Intérieures .....	14
3.11	Schaffhouse.....	15
3.12	Schwyz .....	16
3.13	Soleure .....	16
3.14	Tessin .....	17
3.15	Thurgovie.....	18
3.16	Vaud .....	19
3.17	Valais.....	20
3.18	Zurich.....	21
<b>4</b>	<b>Annexe</b> .....	<b>23</b>
4.1	Formulaire «Vue d'ensemble cantonale des mesures de formation dans le domaine de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes» .....	23
4.2	Glossaire et abréviations .....	29

## 1 Introduction

La loi fédérale du 20 juin 2014 sur la formation continue<sup>1</sup> prévoit que la Confédération s'engage, conjointement avec les cantons, pour que les adultes puissent acquérir les compétences de base qui leur font défaut et les maintenir (art. 14 LFCo). Afin de répondre à cette exigence, le SEFRI fixe des objectifs nationaux avec les cantons, en association avec les organisations du monde du travail (art. 8 de l'ordonnance sur la formation continue, OFCo<sup>2</sup>). Ces objectifs sont définis dans le document de référence concernant l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes<sup>3</sup>. En ce qui concerne le monitoring de l'offre et de la demande, l'objectif suivant a été fixé:

*Elaborer d'ici au 31 décembre 2018 une vue d'ensemble, par groupe cible, des offres existantes dans le domaine des compétences de base des adultes ainsi qu'une vue d'ensemble du nombre de participants à ces mesures.*

A cette fin, le SEFRI a mis à disposition un formulaire (annexe 4.1) et invité les cantons à recenser toutes les offres proposées dans le domaine de l'encouragement des compétences de base chez les adultes sur leur territoire. Cet état des lieux ne devait pas s'étendre uniquement aux offres financées dans le cadre de la LFCo, mais à l'ensemble du champ des compétences de base. L'objectif était d'obtenir une vue d'ensemble aussi complète que possible des offres dans les domaines Lire et écrire, Acquisition de la langue, Mathématiques élémentaires et Technologies de l'information et de la communication (TIC), afin d'élaborer sur cette base une stratégie ou un programme cantonal en prévision de la période FRI 2021 à 2024.

Tous les cantons ayant signé une convention de prestations concernant l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes selon l'article 16 LFCo ont établi cette vue d'ensemble. Il s'agit des 20 cantons suivants: Argovie, Appenzell Rhodes-Extérieures, Appenzell Rhodes-Intérieures, Bâle-Campagne, Bâle-Ville, Berne, Fribourg, Genève, Grisons, Jura, Lucerne, Saint-Gall, Schaffhouse, Schwyz, Soleure, Tessin, Thurgovie, Vaud, Valais et Zurich.

Le chapitre 2 du présent rapport donne un aperçu du déroulement des travaux dans les cantons ainsi que des limites rencontrées, en évoquant également les éléments qui s'appliquent à tous les cantons. Le chapitre 3 propose un bref résumé des vues d'ensemble cantonales.

## 2 Aperçu des vues d'ensemble

Le présent chapitre propose un bref aperçu des résultats qui concernent tous les cantons.

### 2.1 Etendue des vues d'ensemble

L'objectif d'établir une vue d'ensemble complète des mesures de formation en place dans les cantons était trop ambitieux. Rares sont les cantons où tous les services consultés ont répondu et même si c'était le cas, toutes les données souhaitées n'ont pas toujours pu être récoltées. En raison de la grande diversité des offres, il n'a pas été possible de recenser tous les cours. Certains prestataires privés ou très locaux ne sont parfois pas connus et même s'ils sont identifiés, ils ne disposent pas forcément des données demandées ou ne souhaitent pas les communiquer. C'est en particulier le cas des prestataires ne bénéficiant pas de subventions, qui n'ont aucune obligation de rendre compte au canton. Pour des raisons historiques, certains services cantonaux responsables de l'exécution de la LFCo disposent d'un bon réseau à l'intérieur du canton en question. D'autres commencent seulement à constituer un réseau pour la coordination et la collaboration en matière d'encouragement des compétences de base. C'est pourquoi tous n'ont pas dû faire face aux mêmes difficultés lorsqu'il s'agissait d'accéder aux données d'autres services cantonaux ou de prestataires mandatés par d'autres services cantonaux. Les mesures d'intégration constituent par exemple une composante majeure de l'encouragement des compétences

---

<sup>1</sup> RS 419.1

<sup>2</sup> RS 419.11

<sup>3</sup> CDIP, SEFRI, Document de référence. Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes, 8 novembre 2016.

de base. Or le degré de développement de la collaboration avec le service cantonal compétent n'est pas le même dans tous les cantons. Les données concernant l'intégration ont donc parfois été relevées, mais parfois pas. Cela constitue une des différences les plus importantes entre les vues d'ensembles cantonales. Pour toutes ces raisons, aucune vue d'ensemble cantonale n'est vraiment complète.

Les cantons ont dû faire face à des bases de données très hétéroclites dans le cadre de l'enquête. La prudence doit donc toujours être de mise lors de l'interprétation des données, notamment des données quantitatives. De même, les comparaisons entre les différentes vues d'ensemble ne sont possibles que dans une mesure restreinte. Toutefois, chaque canton peut s'appuyer sur ses propres résultats pour définir ses priorités et développer son programme.

## 2.2 Résultats globaux

La vue d'ensemble a aidé à identifier les acteurs engagés dans l'encouragement des compétences de bases. Seuls quelques cantons disposent d'un service de conseil central ayant un aperçu général de l'offre et en mesure d'informer, de sensibiliser et d'orienter les participants potentiels. En règle générale, les différents services (ORP, services sociaux, etc.) aiguillent eux-mêmes leurs clients vers les offres. Cette situation peut expliquer pourquoi des adultes qui ne sont pas pris en charge par un service ne sont pas atteints. Il arrive parfois également que les services chargés de l'orientation des personnes ne soient pas (encore) sensibilisés à la problématique du manque de compétences de base et n'aient pas une connaissance suffisante de l'offre. De plus, seuls quelques cantons ont réglementé les interfaces rencontrées au moment des changements de compétence (p. ex. le client d'un ORP trouve un emploi, n'est donc plus conseillé par ce service et n'a plus droit aux mesures relatives au marché du travail dans le domaine des compétences de base qu'il a suivies jusque-là). Dans le meilleur des cas, le canton peut compter sur une collaboration interinstitutionnelle (CII) active ou sur une autre structure interdépartementale permettant la coordination entre les services au cas par cas.

La perméabilité de l'offre est difficile à évaluer ou à établir dans tous les domaines des compétences de base. D'une part, les voies de formation sont très personnelles, car elles sont ajustées aux besoins et aux objectifs individuels des participants. D'autre part, de nombreux cantons observent que la coordination entre les différents programmes de formation faisant partie de l'offre d'un prestataire est bonne, mais que celle entre les différents prestataires laisse à désirer. Cela signifie concrètement que les personnes ayant atteint un certain niveau ne savent souvent pas vers quelle offre se diriger pour poursuivre leur formation lorsque leur prestataire ne dispose pas du cours approprié. Cette situation s'explique entre autres par le manque de coordination entre les contenus des offres des différents prestataires ainsi que par le fait que ceux-ci ne se connaissent guère. Pour y remédier, les prestataires devraient davantage travailler en réseau et se considérer moins comme des concurrents. Une définition claire des mandats par les organes de financement permettrait éventuellement d'aller dans ce sens. Certains cantons envisagent de mettre au point un certificat cantonal.

L'atteinte du public cible constitue le défi le plus important. Les cantons ont presque tous du mal à remplir les offres. Ils sont nombreux à se dire prêts à développer l'offre dans tous les domaines à condition que la demande augmente. Parmi les solutions possibles évoquées pour mieux atteindre le public cible, on trouve, d'une part, la sensibilisation et l'information des acteurs pouvant potentiellement orienter des personnes vers les offres et, d'autre part, la perception accrue du problème du manque de compétences de base au sein de la société.

## 3 Vues d'ensemble cantonales

La suite du document propose un aperçu des vues d'ensemble cantonales avec les principales informations concernant la situation de chaque canton.

### 3.1 Argovie

Tous les services consultés n'ont pas donné de réponse. Le relevé des données financières pour le domaine Acquisition de la langue n'est pas concluant. Il convient donc de garder à l'esprit que la vue d'ensemble argovienne n'est pas tout à fait représentative. L'interface avec le domaine de la migration est très importante dans ce canton. En témoigne la composition des participants, dont quelque 60 % sont issus de l'immigration.

#### Lire et écrire

L'offre est modeste. Il est difficile de trouver des participants. Les cours ont lieu uniquement à Aarau et à Baden. La vue d'ensemble ne montre pas clairement si le besoin en dehors de ces centres urbains est suffisamment important pour mettre en place de nouvelles offres. Les participants suivent soit le cours de base, où la répartition entre femmes et hommes ayant terminé leur scolarité en section générale ou en classe spéciale est équilibrée, soit le cours de perfectionnement, fréquenté en majeure partie (env. 75 %) par des hommes ayant achevé un apprentissage. Un sondage auprès des participants a mis en évidence l'utilité des offres.

#### Acquisition de la langue

L'offre est financée conjointement par le département responsable de l'éducation, de la culture et du sport (BKS) et l'office chargé de la migration et de l'intégration. La plupart des offres proposent le niveau A1-A2, certaines le niveau A1-B1. Variée et bien répartie géographiquement, l'offre est jugée suffisante par le canton. Les réponses de certains partenaires laissent toutefois entendre que le besoin n'est pas couvert. L'intégration des exigences accrues dans le domaine des TIC pose également problème. Une évaluation est prévue pour 2020; elle servira de base de décision concernant la nécessité de développer l'offre.

Il existe diverses offres s'adressant à des groupes cibles spécifiques (jeunes, femmes, chômeurs, etc.). C'est la raison pour laquelle il n'est pas possible de tirer des conclusions générales sur les participants. L'offre destinée aux hommes adultes allophones est plutôt maigre et n'est proposée que dans le cadre de mesures relatives au marché du travail. Les jeunes migrants font parfois encore l'objet d'une procédure d'asile et/ou de clarification et leur durée de scolarisation est souvent inférieure à 7 ans. Les groupes cibles d'adultes ne disposent la plupart du temps d'aucun diplôme du degré secondaire II (ni parfois de diplôme du degré secondaire I) et n'exercent pas d'activité lucrative.

#### Mathématiques élémentaires

Plusieurs offres du domaine Acquisition de la langue proposent également l'acquisition de compétences de base en mathématiques élémentaires. Il en résulte une bonne répartition géographique dans le canton. Les offres centrées uniquement sur les mathématiques élémentaires n'existent que dans le cadre des mesures relatives au marché du travail et comptent peu de participants. Elles s'adressent aux personnes dont les connaissances de l'allemand sont faibles (A1-A2). L'âge moyen des participants est estimé à 38 ans environ. Les hommes sont un peu plus nombreux que les femmes parmi les participants aux mesures relatives au marché du travail. La plupart des participants sont des personnes en recherche d'emploi / sans activité lucrative et n'ont pour la plupart pas achevé le degré secondaire I.

#### Technologies de l'information et de la communication (TIC)

Plusieurs offres du domaine Acquisition de la langue proposent également l'acquisition de compétences de base dans les TIC. Un prestataire indique clairement offrir des cours TIC dans le cadre d'une mesure relative au marché du travail. D'autres prestataires ne le mentionnent certes pas explicitement, mais utilisent des smartphones dans les cours proposés en lien avec d'autres domaines de compétences de base (p. ex. recherche d'informations, dictionnaire, groupes WhatsApp, etc.). Dans les offres linguistiques, les TIC ne sont pas suffisamment intégrées par manque de temps. Le besoin étant constaté, il pourrait être utile de développer des offres combinées (allemand et TIC). L'âge moyen des participants

est estimé à 38 ans environ. Les hommes sont un peu plus nombreux que les femmes parmi les participants aux mesures relatives au marché du travail. Les participants n'ont pour la plupart pas achevé le degré secondaire I. Les défis posés dans ce domaine sont, d'une part, la nécessité de disposer de connaissances linguistiques minimales pour enseigner les TIC et, d'autre part, le manque de temps et d'infrastructure pour pouvoir se consacrer aux TIC dans les cours d'allemand.

### **3.2 Bâle-Campagne**

Dans le canton de Bâle-Campagne, il n'a pas été possible de recenser les données de l'Office cantonal de l'industrie, des arts et métiers et du travail (OCIAMT) et des services sociaux des communes. Les interfaces avec les services cantonaux (p. ex. service social cantonal, services sociaux des communes, OCIAMT, ORP, office AI) ont été identifiées. L'objectif est de les définir et de les réglementer dans l'optique du programme cantonal 2021-2024.

Depuis août 2018, une offre de conseil est disponible pour l'orientation des participants potentiels.

#### **Lire et écrire**

L'offre est proposée uniquement à Bâle. A l'heure actuelle, elle est jugée suffisante, mais sera malgré tout développée au cours des années à venir, le défi consistant à atteindre le groupe cible. Si nécessaire, une nouvelle offre peut être mise sur pied relativement rapidement. Les participants sont en majeure partie des femmes (57 %) et principalement des secondos. Pour eux, le défi consiste à consolider la matière apprise de manière durable.

#### **Acquisition de la langue**

La coordination entre le service spécialisé dans la formation des adultes et le bureau cantonal de l'intégration est en place et fonctionne (représentation au sein du groupe de travail PIC et du comité du projet PIC BL). Les participants bénéficient d'un rabais (montant variable) pour des formules de cours déterminées. Cela permet au canton de rendre des cours précis à bas seuil particulièrement attrayants. L'offre en place couvre un public cible large. L'absence de garde d'enfant bon marché constitue toutefois un obstacle pour une partie du groupe cible. La répartition géographique est également un défi, car les cours subventionnés par le canton ont surtout lieu à Bâle et à Pratteln. Les cours concernent les niveaux A1.1 à B1.2 et leur financement est axé sur la personne.

Les participants ont en moyenne 39 ans et sont majoritairement des femmes (73 %). Un peu plus de la moitié d'entre eux (54 %) sont des nouveaux arrivants qui vivent en Suisse depuis moins de deux ans. Le niveau de formation des participants est plutôt élevé, car la plupart (47 %) ont effectué une scolarité d'une durée de 11 à 15 ans, voire même de 16 ans ou plus (32 %).

A l'avenir, l'accent sera également mis sur les nouveaux arrivants, les mères et les personnes actives dont les connaissances en allemand sont faibles et qui se situent dans le domaine des bas salaires. De nouvelles formules de cours destinées aux personnes actives sont subventionnées dès 2019.

#### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

L'offre est jugée suffisante, mais la demande fait malheureusement défaut. Peu nombreux sont en effet les participants qui ne sont pas envoyés par l'assurance-chômage. C'est pourquoi, il s'agit souvent de cours intensifs qui ne sont pas toujours adaptés pour les personnes ayant des lacunes au niveau des compétences de base. Les participants ont en moyenne 40 ans et sont plutôt des hommes (57 %). La répartition géographique de l'offre est relativement bonne. On s'attend à un développement des TIC entre autres dans le domaine d'encouragement des cours d'entreprise.

#### **Lacunes identifiées**

Des offres supplémentaires, 18 cours de langue, un cours de base en numératie et un cours de base en informatique ont été publiés, mais ont dû être annulés faute d'inscriptions. Cela confirme la difficulté d'atteindre les groupes cibles. Dans cette optique, l'hétérogénéité de ces derniers constitue également un défi. D'autres lacunes ont également été identifiées:

- atteinte du public cible en particulier dans le domaine Lire et écrire;

- amélioration de la répartition géographique des cours de langue subventionnés;
- absence de demande dans le domaine Mathématiques élémentaires;
- absence ou faible niveau de prise en compte du problème du manque de compétences de base par la société et par les autres services cantonaux (susceptibles d'orienter des personnes vers les offres).

### 3.3 Bâle-Ville

La vue d'ensemble du canton de Bâle-Ville ne prend pas en compte les offres organisées sur une base purement privée. Elle donne des indications uniquement sur les prestataires subventionnés par le canton.

Le travail de sensibilisation effectué par les services impliqués (aide sociale, orientation professionnelle) et les ambassadeurs fonctionne bien, surtout grâce à la campagne «simplement mieux»<sup>4</sup>. Mais en réalité, il manque des instruments permettant de faciliter l'orientation des clients vers les offres. La Volkshochschule beider Basel (université populaire des deux Bâle) est actuellement le seul service du canton en mesure de conseiller les personnes concernées de manière fiable dans le domaine des compétences de base, à l'exception de l'acquisition de la langue. Dans ce dernier domaine, il existe en revanche plusieurs services à mêmes de dispenser un conseil compétent et de placer les personnes. La coordination des compétences aux interfaces n'est pas satisfaisante en raison d'une CII presque inexistante.

#### Lire et écrire

Le canton estime que l'offre est suffisante et que la qualité des cours est très élevée. Au vu de l'hétérogénéité des groupes cibles, l'offre devrait être plus adaptée. Les problèmes des personnes concernées sont trop variés pour mettre en place des niveaux appropriés. Les passerelles vers d'autres formations doivent être définies et évaluées en fonction du profil d'exigences des objectifs personnels. Aucune information concrète n'a été fournie concernant les participants.

#### Acquisition de la langue

L'offre et la répartition géographique sont jugées très bonnes. Le service du canton de Bâle-Ville spécialisé dans la formation des adultes est responsable de la promotion linguistique et donc du domaine des mesures de formation dans le cadre de l'encouragement de l'intégration. Dans le domaine de la migration, le financement est axé sur la demande: les nouveaux arrivants ont la possibilité de suivre gratuitement un cours d'allemand pendant leur première année en Suisse. Par la suite, les migrants ont à disposition des offres de langue et d'intégration dont ils peuvent bénéficier avec des rabais liés aux revenus (réduction des prix de 20 à 90 %). Dans les domaines de l'aide sociale et des mesures relatives au marché du travail, les offres sont en général gratuites.

La promotion linguistique dans le domaine de la migration a nettement plus d'effet auprès des femmes qu'auprès des hommes, et ce en raison des taux d'occupation: actuellement, les hommes apprennent l'allemand plutôt sur leur lieu de travail, contrairement aux femmes. Dans le domaine de l'aide sociale et des mesures relatives au marché du travail, la répartition est sensiblement plus équilibrée (environ 52 % de femmes).

#### Mathématiques élémentaires

Il existe seulement un programme organisé par l'aide sociale. En raison du manque d'informations, il n'est pas possible d'évaluer le besoin d'offres dans ce domaine. Il semble difficile d'atteindre le public cible.

#### Technologies de l'information et de la communication (TIC)

L'offre dans le domaine TIC est décrite comme étant perfectible. Il est difficile de créer une offre répondant aux besoins lorsque les groupes cibles ne sont pas suffisamment spécifiés. Le fait que les offres proposées ne donnent accès à aucune autre formation constitue un problème.

---

<sup>4</sup> [www.simplement-mieux.ch](http://www.simplement-mieux.ch)

### 3.4 Berne

La vue d'ensemble englobe l'ensemble des offres subventionnées par le Canton et la Ville de Berne. Les indications concernant les prestataires non subventionnés ne sont pas complètes et contiennent probablement des lacunes, notamment dans les domaines Acquisition de la langue et TIC. Les offres qui contiennent des compétences de base, mais qui ne mettent pas la priorité sur ces compétences (p. ex. mesures d'intégration professionnelle) n'ont pas été recensées non plus.

#### **Lire et écrire**

L'offre est satisfaisante au vu de la demande actuelle, mais elle est jugée clairement insuffisante compte tenu du besoin supposé (études relatives au nombre de personnes concernées) et notamment du nombre d'adultes de langue maternelle française et allemande. Les cours ont lieu dans toutes les régions. Environ 40 % des participants sont actifs, 30 % sont en recherche d'emploi et 30 % ne font pas partie de ces deux groupes (p. ex. femmes/hommes au foyer, retraités). Les participants ont en moyenne 38 ans et la répartition entre femmes et hommes est à peu près équilibrée.

#### **Acquisition de la langue**

Le domaine est coordonné par un groupe de travail interdirectionnel. Dans le cadre du PIC, la direction de l'instruction publique est responsable de la mise en œuvre de la promotion des langues. Le canton subventionne les prestataires sur demande à hauteur de 80 % au maximum et les services chargés de l'affectation dans les domaines de l'asile et des réfugiés acquièrent d'autres offres avec leurs propres ressources. La mise en place d'une offre suffisante dépend des ressources disponibles. Les 20 % restants sont financés, selon le groupe cible, par les participants, par l'aide sociale ou par les services sociaux des domaines de l'asile et des réfugiés. L'offre est variée et bien répartie dans le canton. Il existe toutefois un besoin accru dans différents domaines (cours intensifs, alphabétisation, etc.). Les participants sont plutôt jeunes (32 ans en moyenne) et de sexe féminin (56 %). Seuls 25 % d'entre eux exercent un emploi.

#### **Mathématiques élémentaires**

La demande de cours dans le domaine des mathématiques est faible. Près de 40 % des mesures de formation planifiées ont dû être annulées faute de participants. Toutefois, au vu du nombre de personnes ayant des lacunes dans les compétences de base en mathématiques, mis en évidence par différentes études, l'offre est trop maigre. Les cours ont lieu uniquement à Berne et à Bienne. Les participants sont âgés de 39 ans en moyenne. Etant donné qu'une partie des offres a été organisée dans le cadre de mesures relatives au marché du travail, les participants sont principalement des personnes en recherche d'emploi ou sans activité lucrative. L'accessibilité des participants potentiels constitue actuellement la plus grande difficulté dans ce domaine. Les offres axées spécifiquement sur la formation de rattrapage font en outre défaut. Il est prévu de développer légèrement l'offre.

#### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Les informations relatives au domaine TIC sont incomplètes. Par exemple, le canton n'a malheureusement pas été en mesure d'obtenir des informations quantitatives de Pro Senectute, qui est pourtant un prestataire important. Ainsi, l'âge moyen des participants, estimé à 42 ans, est sans doute plus élevé dans la réalité. Les cours ont lieu dans tout le canton. Dans les cours recensés, environ 40 % des participants sont actifs, 30 % sont en recherche d'emploi et 30 % ne font pas partie de ces deux groupes (p. ex. femmes/hommes au foyer, retraités). Là aussi, certains cours ont dû être annulés en raison du manque de participants (environ 2/3 des cours prévus), alors que, selon les études, le besoin est sans doute beaucoup plus important. Il manque des offres axées spécifiquement sur la formation de rattrapage, ainsi que des cours plus étendus que les cours d'informatique classiques. Les lacunes dans les autres domaines des compétences de base sont souvent liées à celles dans les compétences en TIC. C'est pourquoi le canton est favorable aux efforts visant à combiner l'acquisition d'autres compétences de base et celle des compétences TIC.

Un cours pilote modulaire d'assistant en soins et santé communautaire (ASSC) destiné aux adultes est proposé depuis octobre 2018, permettant aux participants d'acquérir des connaissances liées au champ professionnel dans tous les domaines de compétences de base. Si ce projet pilote fait ses preuves,

l'offre sera étendue à d'autres branches. Par ailleurs, l'offre se développera dans tous les domaines parallèlement à la demande, afin de couvrir celle-ci.

### **3.5 Fribourg**

Le canton de Fribourg a contacté directement les prestataires dont la liste a été élaborée en collaboration avec d'autres services. Les retours permettent une vue d'ensemble partielle en raison de la non réponse de certains prestataires. Des recherches au sein des catalogues de cours ont permis de relever des offres supplémentaires pour lesquelles les données chiffrées ne sont cependant pas disponibles. Les résultats agrégés ont été discutés au sein d'un groupe réunissant divers experts dont la déléguée cantonale à l'intégration.

La sensibilisation des publics cibles et leur information sur l'offre est réalisée par l'ensemble des acteurs du domaine, chacun auprès de son public cible particulier. Il n'existe pas de catalogue de cours unifié, sauf dans le domaine des cours de langue pour migrants. Des interfaces ont été identifiées, notamment avec le PIC. D'autres interfaces potentielles avec Insertion Fribourg, qui rassemble les prestataires des mesures de l'AI, des mesures du marché du travail pour les personnes au chômage et des mesures de l'intégration sociale du Service de l'action sociale, et avec la coordination interinstitutionnelle doivent encore être clarifiées. L'objectif est de maintenir le dialogue pour mieux concerter le cofinancement par plusieurs services de l'Etat.

#### **Lire et écrire**

Le canton compte assez de prestataires expérimentés qui pourraient, au besoin, élargir leur offre. L'offre est jugée suffisante étant donnée la difficulté d'atteindre le public concerné. Des offres existent dans toutes les régions sauf la Veveyse. Les participants sont principalement sans emploi et peu formés. L'existence d'offres en petits groupes et à prix réduit, ainsi que la variété des horaires proposés et l'accessibilité géographique des offres sont relevées parmi les aspects positifs. Des offres moins standardisées, et non recensées, comme des jeunes enseignant le français aux aînés de leur communauté ou des cours de conversation très bas seuil, permettent aux personnes concernées de franchir un premier pas vers une participation à un cours plus traditionnel. La longueur du parcours d'apprentissage – progrès très lents, notamment pour l'alphabétisation – peut décourager à la fois les participants et les financeurs.

L'offre a été élargie en 2018 à un cours de remise à niveau Lire et écrire s'adressant à des personnes ayant suivi l'entier de leur scolarité en Suisse. Il est actuellement complet et fréquenté majoritairement par des jeunes de moins de 30 ans. Un cours « Lire, écrire, utiliser le numérique » permettant d'aborder l'écrit par le numérique, a également débuté en 2018. L'offre Lire et écrire devrait également être développée à Bulle et Estavayer-le-lac pour absorber les personnes sur liste d'attente.

#### **Acquisition de la langue**

La coordination avec le PIC a lieu au sein de la Commission cantonale de la formation continue et du groupe de travail correspondant, dans lesquels siège la déléguée cantonale à l'intégration. L'offre dans ce domaine est la plus importante. Les prestataires sont également nombreux. L'offre pourrait être mieux différenciée, développée au niveau des cours du soir ou intensifs, et son accès amélioré au niveau géographique. La communication, notamment la désignation des cours, n'est pas toujours assez claire pour les participants potentiels. Le public peut être difficile à atteindre, en particulier les hommes et les personnes isolées.

Dans le canton de Fribourg, le réseau COLAMIF garantit la coordination entre les prestataires de cours de langue pour migrants, ce qui permet plus facilement d'adresser un participant à un autre prestataire dont l'offre est plus adaptée à ses besoins.

Des cours de français dans les parcs ont été mis en place à Fribourg et à Bulle durant l'été 2018. Ils constituent d'une part une offre bas seuil, et d'autre part un moyen de sensibiliser et motiver à rejoindre un cours plus standard. De plus, bien médiatisés par les communes, ces offres sensibilisent également la population en général et permettent de changer son regard sur les migrant.

### **Mathématiques élémentaires**

Il n'existe aucune offre ciblant uniquement les mathématiques élémentaires. Celles-ci sont traitées au sein d'offres mixtes. Certains prestataires ont tenté de mettre en place des offres uniquement dédiées aux mathématiques, mais l'intérêt manque. En outre, l'âge des participants est estimé entre 16 et 25 ans (ce qui ne recoupe pas vraiment le public cible du programme de promotion des compétences de base chez les adultes qui se situe plutôt au-delà de 25 ans), et il s'agit plutôt d'hommes.

### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

L'offre est jugée insuffisante car principalement composée d'offres organisées par des organisations mandatées par les ORP et les services sociaux et donc réservées à la clientèle de ces derniers. De plus elle cible souvent des publics particuliers comme les femmes ou les seniors. L'offre n'est pas encore bien répartie sur le territoire cantonal. Certains prestataires qui ont, selon leur catalogue de cours, des offres dans ce domaine n'ont pas fourni les données correspondantes, ce qui rend difficile une vue d'ensemble de l'offre dans ce domaine.

Les offres de tous les domaines donnent généralement accès à d'autres formations au sein de la même institution. Il est par contre plus difficile de garantir l'accès à des offres externes, d'une part parce qu'il n'existe pas de curriculum ou échelle de niveau communs, d'autre part parce que les participants sont souvent réticents à quitter une organisation, voire un enseignant, connue. Le succès des quelques offres mixtes combinant langue, TIC et/ou mathématiques démontre que ce type de cours devrait être renforcé à l'avenir.

## **3.6 Genève**

Le canton de Genève dispose d'un dispositif en matière de promotion des compétences de base qui est en place depuis plusieurs années. Il a une vue d'ensemble de l'offre, notamment grâce au portail d'entrée unique que constitue la Cité des métiers. Toutes les offres sont systématiquement réunies au sein d'un programme de cours unique. La collaboration entre les différents partenaires qui orientent les participants potentiels, ainsi que les interfaces fonctionnent depuis plusieurs années.

Les constats suivants sont valables pour les offres dans les quatre domaines. L'offre est

- bien connue des services qui orientent les participants ;
- bien adaptée au public cible ;
- bien répartie sur le territoire du canton et de la Ville de Genève ;
- peut être classée selon le référentiel cantonal du C9FBA et donne accès au certificat cantonal de formation continue en formation de base qui représente le niveau d'entrée en formation professionnelle qualifiante ;
- peut être développée si les organismes de formation perçoivent une demande en ce sens.

Les offres prévues mais non réalisées ne sont pas recensées de manière systématique par les prestataires de formation.

### **Lire et écrire**

L'offre est suffisante compte tenu d'une demande relativement faible. Elle est suivie principalement par des femmes (80 %) dont la majorité n'a pas de titre supérieur au secondaire II.

### **Acquisition de la langue**

La coordination avec le Bureau de l'intégration des étrangers est établie. L'offre dans ce domaine est avant tout du ressort du PIC mais des mandats ponctuels sont octroyés par l'Office pour l'orientation, la formation professionnelle et continue (en charge de la LFCo). L'offre dispensée sous l'égide du PIC correspond au référentiel FIDE<sup>5</sup>. Une des difficultés pouvant être relevée est le décrochage ou le

---

<sup>5</sup> fide – «Français, Italiano, Deutsch en Suisse» – désigne le système suisse pour la promotion de l'intégration linguistique des migrants. fide existe dans trois langues nationales; en français il s'intitule «fide | Français en Suisse – apprendre, enseigner, évaluer»; [www.fide-info.ch/fr/entwicklung](http://www.fide-info.ch/fr/entwicklung), 31.01.2019.

manque d'assiduité de certains participants. L'offre recensée va des cours d'alphabétisation au niveau A2.

### **Mathématiques élémentaires**

L'offre recensée dans ce domaine est probablement sous-évaluée du fait qu'il existe des offres combinées, notamment avec des cours de français. L'offre est suffisante compte tenu d'une demande relativement faible. Les cours s'adressent à des adultes parlant suffisamment bien le français (B1). Les utilisateurs de ces offres sont plutôt jeunes en comparaison aux autres domaines (moyenne à 30 ans, contre 40 pour les domaines de la lecture/écriture et acquisition de la langue). Il s'agit principalement de femmes (61 %) dont la majorité n'a pas de titre supérieur au secondaire II. L'offre est encore peu connue des partenaires institutionnels car peu demandée par les utilisateurs potentiels. L'absentéisme peut atteindre jusqu'à 50 % dans ces offres. Deux nouvelles classes ont été ouvertes pour l'année scolaire 2017/2018.

### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Les offres s'adressent à des adultes parlant suffisamment bien le français (A2-B1). Les participants sont en moyenne plus âgés que dans les autres domaines (moyenne 55 ans), en majorité des femmes (55 %) et leur niveau de formation moyen n'est pas aussi clair que dans les autres domaines. Les taux de présence sont meilleurs dans ce domaine où les formations sont de plus courte durée. Une offre supplémentaire est financée depuis l'année scolaire 2017/2018 pour des personnes visant l'entrée en formation dans les métiers de l'intendance (AFP et CFC).

L'offre actuelle couvre les besoins du public cible. Si nécessaire l'offre peut facilement être développée. Les problématiques identifiées se trouvent plus au niveau des taux d'absentéisme ou d'abandon qui peuvent être importants selon les domaines et types d'offres.

## **3.7 Grisons**

Les prestataires ont été identifiés en collaboration avec les différents offices cantonaux. A noter qu'en raison des données incomplètes, la vue d'ensemble couvre principalement les offres du domaine de la migration. En effet, tous les prestataires n'ont pas été en mesure de fournir des données quantitatives. En ce qui concerne les offres pilotées par des services cantonaux et celles auxquelles les participants sont assignés, les interfaces sont réglementées. Le service compétent – office de la formation professionnelle – est représenté au sein de la CII, dans le cadre de laquelle il est possible de traiter des questions liées aux interfaces. L'identification et la définition de celles-ci et des autres services compétents aura lieu au premier trimestre de 2019.

### **Lire et écrire**

Les offres sont proposées uniquement à Coire et en Haute-Engadine. En 2018, un cours n'a pas été maintenu faute de demande. La difficulté d'identifier, d'atteindre et de motiver les participants potentiels constitue un obstacle important. La situation géographique du canton complique également la couverture complète du territoire. L'âge moyen des utilisateurs se situe à 43 ans et la part des femmes atteint 60 %.

### **Acquisition de la langue**

L'offre dans le domaine Acquisition de la langue s'adresse principalement aux réfugiés reconnus et admis à titre provisoire, aux immigrés allophones, aux employés allophones dans le domaine des soins (projet pilote) et aux seniors. L'âge moyen se situe à 38 ans et la part des femmes atteint 67 %. La plupart du temps, le niveau de formation n'est pas connu, mais les prestataires estiment qu'environ la moitié des participants disposent uniquement d'un certificat d'école primaire. Les participants aux cours destinés aux immigrés de l'UE et des Etats hors de l'UE sont actifs professionnellement. Il existe une offre abondante de cours de langue dans presque toutes les régions du canton. Une part considérable de l'offre dépend du nombre de réfugiés du moment. Dans le domaine des soins, l'offre sera maintenue et développée en un cours de base et un cours de perfectionnement.

### **Mathématiques élémentaires**

Dans le domaine Mathématiques élémentaires, une seule offre est connue dans la région de Coire. Mais il n'existe aucune vue d'ensemble dans ce domaine. On estime que le potentiel de développement est réel en particulier dans le domaine d'encouragement des compétences de base sur le lieu de travail.

### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Bien que plusieurs offres soient connues dans ce domaine, un seul prestataire a donné un feed-back avec une offre destinée à un public cible âgé. La vue d'ensemble est donc partielle et il n'est pas possible d'en tirer des conclusions.

## **3.8 Jura**

La vue d'ensemble du canton du Jura a été réalisée, entre autre par le biais de 18 entretiens avec des représentants d'institutions de formation, d'organisation offrant un accompagnement social y compris de la formation en compétences de base et de services offrant des prestations sociales diverses. Elle peut être considérée comme complète. Un groupe de pilotage en matière de compétences de base a été mis en place. Il compte des représentants du Service de l'action sociale, des mesures du marché du travail, de l'intégration, d'Avenir Formation et du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire (en charge de la mise en œuvre de la LFCo).

Avenir Formation centralise et coordonne les offres de formation continue dans tous le canton, en particulier, les cours de langue pour migrants et les cours de compétences de base. Les trois premières séances de cours sont gratuites, ce qui permet aux formateurs de réorienter les apprenants qui ne seraient pas dans un cours approprié et de relever un éventuel besoin de nouveaux cours. Au travers de son numéro gratuit, l'association Lire et Ecrire oriente également les personnes intéressées vers la bonne offre. L'information aux participants potentiels passe par la personne de référence pour les personnes suivies par un service public (ORP, service social, etc.). Pour le reste de la population, des brochures sont disponibles par exemple dans les cabinets médicaux, administrations, écoles, etc. Une à deux fois par an, un catalogue des cours, y compris en compétences de base, est envoyé à tous les ménages. En 2019, « simplement mieux au travail » a été intégré à un envoi aux entreprises et OrTra. La faible densité de population ainsi que la faible fréquence des transports publics dans le Jura rendent difficile l'ouverture de cours sur tout le territoire. L'offre existe en général à Delémont et Porrentruy.

### **Lire et écrire**

L'offre, considérée comme insuffisante, a été quelque peu développée en 2018. Suite à la campagne « simplement mieux », une augmentation des participants a pu être constatée, en particulier des personnes de langue maternelle français et au bénéfice d'une scolarité obligatoire complète, voire d'un CFC. La grande majorité des participants sont des femmes (70%) et la moyenne d'âge se situe autour de la quarantaine. A l'avenir, l'offre sera diversifiée avec des modules à thème comme par exemple « gérer la paperasse pour la scolarité de vos enfants ».

### **Acquisition de la langue**

Le canton a mis en place le programme COMUNICA, élaboré conjointement avec le Bureau de l'intégration et mis en œuvre par Avenir Formation. Ces deux entités étant représentées au sein du groupe de pilotage des compétences de base, la collaboration est pleinement établie. L'offre est considérée comme suffisante mais ne couvre pas tous les besoins. Une des difficultés relevées est le manque d'offre pour les publics particuliers comme les analphabètes, les personnes peu scolarisées ou les personnes maîtrisant le français à l'oral mais pas à l'écrit. Les participants sont âgés en moyenne de 35 ans et la répartition hommes-femmes est équilibrée.

### **Mathématiques élémentaires**

Il existe une seule offre dans laquelle les participants peuvent entrer et sortir à tout moment. Les participants sont très jeunes (22 ans en moyenne), en principe en apprentissage, et majoritairement des hommes (65%). L'offre sous forme d'atelier semble particulièrement adaptée au domaine où les niveaux et besoins diffèrent passablement. Le financement par les participants constitue un obstacle.

### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Les TIC sont utilisées comme outil d'aide à l'apprentissage dans d'autres domaines des compétences de base. L'offre en cours dédiés aux TIC est insuffisante, celle-ci ne comprenant que des cours spécialement adressés aux seniors (participants âgés en moyenne de 70 ans). Le canton prévoit d'étendre les offres, notamment pour un public professionnellement actif et comme porte d'entrée vers des cours dans d'autres domaines des compétences de base.

Pour l'ensemble des domaines, l'enquête qualitative a relevé des améliorations possibles notamment :

- besoin de plus de sécurité pour les prestataires sur la tenue des cours ;
- favoriser l'échange entre les prestataires ;
- garantir une offre accessible à tous par un écolage adapté ;
- créer un répertoire des offres pour les professionnels orientant des apprenants potentiels ;
- prendre des mesures pour augmenter le taux de détection des besoins ;
- améliorer l'encadrement et le suivi des participants.

## **3.9 Lucerne**

Le canton de Lucerne a procédé à une enquête concernant les besoins auprès des entreprises, de l'administration publique et d'autres acteurs (communes, associations, centres de consultation sociale et acteurs bénévoles). Cette enquête ainsi que les informations sur les offres en place ont servi de base à l'établissement de la vue d'ensemble et à l'analyse de la situation dans le canton. Pour préparer la vue d'ensemble, le canton a élaboré une définition des compétences de base et de la notion d'«adulte». Dans le cadre de l'application de la LFCo, le canton de Lucerne considère comme adultes les personnes de plus de 18 ans qui ne suivent pas une formation obligatoire ou une formation postobligatoire réglementée.

Un tableau proposant une vue d'ensemble des services, de la législation, des mesures, du domaine des compétences de base, du nombre de prestataires et des sources de financement a été élaboré. Il tient également compte des lois cantonales et fédérales spéciales. Les services cantonaux identifiés ont été contactés et toutes les communes ont reçu l'information. Le matériel de la campagne « simplement mieux » a été mis à disposition.

### **Principaux résultats de l'enquête**

- A ce jour, des mesures ont été mises en place surtout dans les domaines des TIC (50 % des mesures) et de la langue (37 %; compétence en écriture).
- Les participants sont en majorité des personnes actives, âgées de 26 à 50 ans, qui ne sont pas issues de l'immigration. La plupart possèdent un CFC ou une AFP ou n'ont pas suivi de formation initiale.
- L'encouragement au sein de l'entreprise (on the job) est en première place parmi les mesures considérées comme efficaces.
- Les coûts devraient être pris en charge par les acteurs dans l'ordre suivant: entreprise, participants, Etat.

### **Lire et écrire / Acquisition de la langue**

Un besoin de développement, ou du moins un besoin accru de coordination avec les services spécialisés concernés dans l'administration publique, a été identifié dans les domaines Lire et écrire et Acquisition de la langue. Les mesures n'aboutissent parfois à aucun diplôme ou les passerelles font défaut. Le groupe cible de la population âgée n'est atteint que de façon marginale.

### **Mathématiques élémentaires**

Aucune offre relevant de la LFCo n'est proposée. Les offres s'inscrivent uniquement dans le cadre des mesures relatives au marché du travail (offres mixtes), raison pour laquelle l'offre dans le domaine Mathématiques élémentaires est jugée insuffisante. Les groupes cibles tels que les personnes âgées, les migrants, les adultes sans diplôme professionnel et les employés ont du mal à trouver des offres. Ce domaine nécessite un développement, même si son importance est jugée moindre (enquête).

### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Aucune offre relevant de la LFCo n'est proposée dans le domaine TIC. Les offres s'inscrivent uniquement dans le cadre des mesures relatives au marché du travail (offres mixtes et un cours d'informatique). Les groupes cibles tels que les personnes âgées, les migrants, les adultes sans diplôme professionnel et les employés ont du mal à trouver des offres. Un développement s'avère nécessaire. Les offres en place sont jugées bonnes. La maîtrise de la langue est une condition pour pouvoir participer à des offres dans le domaine TIC.

### **Lacunes identifiées**

Souhaits des acteurs interrogés ou lacunes ressortant de l'analyse:

- besoin de soutien au niveau de l'atteinte des groupes cibles et de l'identification du besoin auprès des personnes concernées;
- organisation de manifestations d'information à l'intention des prestataires de cours;
- certificat cantonal;
- conférence annuelle avec les acteurs clés (entreprises, administration publique, Ortra, communes, etc.);
- sensibilisation supplémentaire en vue de souligner l'importance du domaine d'encouragement Mathématiques élémentaires;
- développement de l'offre dans les domaines TIC et Mathématiques élémentaires;
- il n'existe pas de niveaux définis, de plans d'études ou de plans d'orientation ni de diplôme cantonal;
- l'échange formel ne s'est pas encore établi entre tous les services spécialisés impliqués dans l'encouragement des compétences de base;
- les offres de cours se concentrent sur la région de la ville et de l'agglomération de Lucerne. Les informations disponibles ne permettent pas d'estimer le besoin dans la campagne.

## **3.10 Saint-Gall – Appenzell Rhodes-Extérieures – Appenzell Rhodes-Intérieures**

Les cantons d'Appenzell Rhodes-Extérieures et d'Appenzell Rhodes-Intérieures se sont ralliés au concept du canton de Saint-Gall qu'ils ont inscrit dans leurs conventions de prestations.

La vue d'ensemble des cantons de Saint-Gall, d'Appenzell Rhodes-Extérieures et d'Appenzell Rhodes-Intérieures est axée sur les cours organisés dans les entreprises et les cours d'alphabétisation, autrement dit sur les offres financées en vertu de la LFCo. Le concept retenu par les trois cantons (centré sur les cours organisés dans des entreprises) implique peu d'interfaces avec d'autres services cantonaux, ce qui ne facilite pas l'établissement d'une vue d'ensemble globale.

Etant donné que les cours organisés directement sur le lieu de travail concernent souvent plusieurs domaines des compétences de base, seules des indications valables pour l'ensemble des domaines peuvent être émises. La plupart des participants dans les entreprises sont issus de l'immigration et certains d'entre eux séjournent depuis plusieurs années en Suisse. Il s'agit majoritairement d'hommes (env. 60 %) dont l'âge moyen est supérieur à 40 ans. La plupart d'entre eux n'ont accompli qu'une formation scolaire de base en Suisse ou dans leur pays d'origine. Il semble que la demande pour des offres dans le domaine TIC aura tendance à augmenter à l'avenir. Les cours proposés dans les entreprises sont encore absents de deux grandes régions, mais les prestataires se disent prêts à y développer leur offre.

La répartition régionale des cours d'alphabétisation est assez bonne et la demande semble être couverte. Les prestataires sont davantage invités à lancer des cours également dans les domaines Mathématiques élémentaires et TIC.

### 3.11 Schaffhouse

Tous les prestataires identifiés ont répondu, soit en fournissant des données pour la vue d'ensemble, soit en indiquant ne pas proposer de cours dans le domaine des compétences de base. Toutefois, les réponses reçues mettent parfois en évidence des lacunes, entre autres au niveau des données financières. C'est la raison pour laquelle il n'est pas possible d'émettre des affirmations fiables concernant le financement.

Le canton de Schaffhouse ne dispose pas de service central pour le conseil et l'orientation des personnes concernées. Les différentes autorités orientent leurs clients vers les offres sans se concerter. Les publics cibles précis des divers services et les éventuelles interfaces n'ont pas été recensés. Cependant, le thème de l'encouragement des compétences de base est abordé dans le cadre de la CII cantonale et un groupe de travail composé de représentants de l'ORP, du service social, de Bildungsraum Schaffhausen (prestataire important) et du service d'orientation professionnelle de Schaffhouse (mise en œuvre LFCo) a été mis sur pied.

L'offre se concentre principalement dans la Ville de Schaffhouse, mais elle existe également dans d'autres régions (Beringen et Stein am Rhein) pour ce qui est des domaines Lire et écrire et Acquisition de la langue.

#### **Lire et écrire**

L'offre est jugée suffisante. La majorité des participants font partie des classes d'âge des 21 à 30 ans (56 %) et des 31 à 40 ans (33 %). La répartition entre femmes et hommes est à peu près équilibrée. La plupart des participants sont actifs (56 %) et n'ont pas achevé de formation initiale (63 %); certains disposent d'une formation du degré secondaire II (25 %) et une petite proportion d'entre eux ont terminé une formation du degré tertiaire (12 %). Les cours annulés en raison du nombre insuffisant de participants constituent une difficulté. Il est prévu de maintenir le volume de l'offre.

#### **Acquisition de la langue**

La coordination entre l'orientation professionnelle (mise en œuvre LFCo) et le service responsable de l'intégration fonctionne par échanges réguliers dans le cadre de groupes spécialisés. Ce domaine compte également des participants ayant majoritairement entre 31 et 40 ans (56 %) et entre 21 et 30 ans (33 %). Les femmes et les hommes sont concernés dans des proportions égales. L'offre est jugée suffisante.

#### **Mathématiques élémentaires**

Ce domaine ne compte que deux prestataires dans la Ville de Schaffhouse. Même si les cours n'ont parfois pas lieu faute de demande, l'offre est jugée suffisante. Le groupe cible est composé, d'une part, de jeunes migrants qui se préparent à rejoindre les classes d'intégration dans les centres de formation professionnelle et, d'autre part, d'adultes qui ont fréquenté l'école en Suisse et qui ont, malgré tout, des difficultés dans le domaine des mathématiques élémentaires. En 2017, seules des offres pour migrants (cours d'intégration avec acquisition de la langue et mathématiques élémentaires) ont été organisées.

#### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Il existe peu d'offres dans le domaine TIC et seulement en Ville de Schaffhouse, ce qui est considéré comme insuffisant. La difficulté consiste à distinguer les cours axés sur les compétences de base des autres cours de TIC. L'offre est composée de cours de base (p. ex. introduction au monde de l'informatique) et de cours de perfectionnement. Des compétences TIC isolées sont également acquises dans le cadre des cours d'intégration. Les participants ont entre 41 et 50 ans et exercent en général une activité professionnelle. L'offre sera maintenue et développée en cas de hausse de la demande.

Planifiées, une offre dans le domaine Acquisition de la langue et deux dans le domaine Mathématiques élémentaires n'ont pas pu être organisées.

### 3.12 Schwyz

Les offres des communes n'ont pas été analysées. Le recensement des offres cantonales repose parfois aussi sur des estimations. La coordination entre les différents services administratifs du canton fonctionne bien. Les compétences sont la plupart du temps clairement définies. La communication avec les autres cantons de la Suisse centrale est également bonne. Certaines compétences n'étant pas transmises dans le cadre de cours spécifiques, plusieurs compétences de base sont par exemple regroupées dans l'offre transitoire IBA (integratives Brückenangebot Aufbaujahr)<sup>6</sup>. Cette solution constitue une bonne préparation à l'entrée dans le monde professionnel.

#### Lire et écrire

Il n'existe aucune offre dans le canton. Les personnes intéressées doivent se rendre à Lucerne pour y suivre un cours. Une offre dans le canton de Schwyz pourrait être plus attrayante ne serait-ce qu'en raison du trajet. Les deux participants qui suivaient un cours à Lucerne pendant la période analysée étaient des hommes âgés de moins de 45 ans.

#### Acquisition de la langue

L'office de la migration est responsable des offres destinées aux réfugiés, aux personnes admises à titre provisoire et aux requérants d'asile. Les communes organisent des cours d'allemand à bas seuil subventionnés par des fonds destinés à l'intégration. Les écoles professionnelles commerciales proposent, elles aussi, des cours de langue, également de langues étrangères. Il existe en outre une petite offre à Ibach destinée aux chômeurs.

#### Mathématiques élémentaires

Les mathématiques élémentaires sont enseignées uniquement dans le cadre de l'IBA A1/A2 à Pfäffikon, qui encourage également l'acquisition de la langue. Une autre offre a été annoncée conjointement avec les écoles professionnelles, mais les cours correspondants n'ont pas été mis sur pied à ce jour. Le nombre de participants est sans doute trop faible.

#### Technologies de l'information et de la communication (TIC)

L'offre dans le domaine TIC semble être bien développée pour autant que les personnes intéressées disposent de moyens financiers suffisants. Il n'existe pas d'offre subventionnée par l'Etat destinée aux personnes à faible revenu. Selon les besoins, les chômeurs peu qualifiés ont en outre la possibilité d'acquérir les rudiments de l'informatique pendant le programme suivi.

Les offres en place permettent de se familiariser avec des systèmes d'exploitation (p. ex. introduction ou passage à Windows 10). Les cours s'adressant aux seniors affichent un certain succès.

### 3.13 Soleure

En collaboration avec d'autres services cantonaux, le canton de Soleure a établi une liste des prestataires dans le domaine des compétences de base et mené une enquête auprès d'eux. Le taux de réponse a malheureusement été très faible, donc il n'a pas été possible de dresser un tableau exhaustif dans le cadre de la vue d'ensemble. Les offres sont très hétérogènes, d'où la difficulté de réaliser une enquête systématique probante. L'orientation des participants vers l'un des quatre domaines de compétences de base peut également s'avérer compliquée. Etant donné que le canton de Soleure travaille en étroite collaboration avec les cantons voisins d'Argovie, de Berne, de Bâle-Campagne et de Bâle-Ville, de nombreux participants sont orientés vers des offres qui ont lieu dans un autre canton, et ce en particulier dans le domaine de l'intégration. Ces cas ne sont pas recensés dans la vue d'ensemble soleuroise. Le domaine des compétences de base des adultes est régulièrement présent à la CII cantonale, ce qui favorise la coordination entre les services cantonaux.

---

<sup>6</sup> Les IBA (offres transitoires intégratives) sont des offres transitoires d'un ou deux ans destinées aux migrants qui ne sont pas encore suffisamment intégrés sur les plans culturel et linguistique et qui ont des lacunes en termes de scolarité.

Lancé en 2018, le nouveau cours préparatoire aux compétences de base couvrant l'ensemble des domaines (Lire et écrire, Acquisition de la langue, Mathématiques élémentaires et TIC) n'a pas été pris en compte dans la vue d'ensemble. L'objectif principal de cette offre est de faciliter l'accès des participants à une formation professionnelle initiale (diplôme professionnel pour adultes). La demande étant importante, de nouvelles classes seront ouvertes dès le mois de mars 2019. Le canton de Soleure destine cette offre aux participants qui souhaitent se préparer à une formation professionnelle initiale. Les cours sont axés sur les objectifs de l'école obligatoire.

L'offre est jugée suffisante dans tous les domaines, car il n'y a pas de listes d'attente. La répartition géographique est également adéquate, car les participants des régions périphériques peuvent être orientés vers des offres extra-cantonales. La sensibilisation des personnes concernées représente un défi.

Dans le domaine Lire et écrire, les participants sont relativement jeunes (âge moyen 30 ans) et en majorité des femmes (75 %). Dans le domaine Acquisition de la langue, ils ont également 30 ans en moyenne et la répartition entre femmes et hommes est à peu près équilibrée. Dans le domaine TIC, les participants ont en moyenne 35 ans et sont majoritairement des hommes (55 %). Enfin, dans le domaine Mathématiques élémentaires, il n'existe pas d'offre en dehors du nouveau cours préparatoire.

### **3.14 Tessin**

Au Tessin la vue d'ensemble a été réalisée par des entretiens bilatéraux avec les différents prestataires subventionnés. Mis à part le fait que quelques entités n'ont pas répondu favorablement à la demande et d'autres manquent de données chiffrées, la vue d'ensemble peut être considérée comme complète. Cependant les données sur les participants (âge, sexe, niveau de formation, etc.) sont lacunaires pour tous les domaines car généralement soumises à la protection des données. Elles ont ainsi fait l'objet d'estimations de la part des prestataires.

Actuellement il n'existe pas de guichet unique ou d'entité coordonnant l'ensemble des offres mais la collaboration entre les partenaires concernés est ponctuelle et s'est intensifiée avec les premières mesures de mise en place de la LFCo. Pour l'ensemble des domaines, on peut relever le manque d'outils pour évaluer le niveau des participants et les orienter vers l'offre adaptée. De plus une définition de niveaux ou parcours permettrait aux participants de passer d'un cours / prestataire à l'autre et faciliterait l'accès à des formations formelles. Si divers moyens existent pour faire connaître l'offre et orienter les participants, le bouche-à-oreille reste le plus efficace et permet de diminuer les réticences à participer, notamment dans les communautés d'immigrés. Au vu du morcellement du territoire cantonal, le défi consiste à trouver un bon équilibre entre proposer des offres dans toutes les régions et regrouper une masse critique de participants.

Le canton a mis en place un groupe interdépartemental pour la promotion des compétences de base (GICB) qui a pour objectif le partage des informations et l'établissement des mesures de promotion des compétences de base. Le canton a notamment mis en place un appel à projets pour des contributions à des projets innovants dans le domaine du marketing des compétences de base, de la formation continue des formateurs en compétences de base et des congrès cantonaux en collaboration avec le Forum des compétences de base (conférence interinstitutionnelle des prestataires publics et privés).

#### **Lire et écrire**

Sur la base de l'étude ALL<sup>7</sup> et d'autres études précédemment réalisées, le Tessin estime que plus de 60 % de sa population résidente a des lacunes dans le domaine Lire et écrire de niveau 1 (20,2 %) et 2 (44,4 %)<sup>8</sup>. Même si ces chiffres ne sont plus tout à fait actuels, ils donnent un ordre de grandeur. Or, au vu du nombre de participants aux mesures recensées, seule une faible part de cette population se forme. L'offre en lecture et écriture existe dans les centres urbains mais manque dans le Mendrisiotto et les Trevall. Le public atteint a généralement un passé migratoire et est principalement constitué de

<sup>7</sup> Adult Literacy and Life Skills Survey – ALL, UST, 2006.

<sup>8</sup> Niveaux de classification de Pedrazzini-Pesce e Tozzini Paglia, 2001.

femmes entre 30 et 35 ans. Il reste difficile d'atteindre les Suisses et Suissesses de langue maternelle italienne, au bénéfice d'une scolarité obligatoire complète, qui participent aux cours souvent uniquement sur orientation du chômage ou d'un service social.

### **Acquisition de la langue**

Jusqu'en 2017, la collaboration avec le service de l'intégration se limitait au domaine des structures ordinaires. Depuis, un catalogue de formations accréditées répondant à un certain nombre de critères de qualité a été mis en place. Les offres sont réparties sur le territoire mais il en manque dans le Bellinzone, Trevalli et Locarnese. Le public cible est constitué avant tout de personnes récemment arrivées en Suisse. Deux groupes sont difficiles à atteindre : les analphabètes et les personnes arrivées en Suisse par regroupement familial ou mariage avec un(e) Suisse(sse) et sans activité professionnelle. Le niveau des offres se situe généralement entre A1 et B2. Les participants ont en moyenne un peu moins de 40 ans et sont en majorité des femmes, malgré le fait que les réfugiés et admis provisoires soient en grande majorité des hommes (estimation 72 %). Les participants sont souvent sans emploi, s'agissant notamment de mères au foyer. Parmi les difficultés rencontrées, on peut citer l'implémentation de FIDE qui a pris du temps au Tessin. Des enseignants sont actuellement formés afin d'augmenter le nombre de prestataires accrédités.

### **Mathématiques élémentaires**

Comme pour le domaine Lire et écrire, les études montrent que la part de personnes disposant de compétences numériques de niveau 1 (7,5 %) et 2 (36,8 %) est importante et que les personnes participant réellement à des offres sont peu nombreuses. C'est pourquoi l'offre est considérée comme insuffisante, et ce dans toutes les régions. La majeure partie des offres ont lieu dans le cadre de la campagne contre l'endettement «Il franco in tasca». Cela peut expliquer la jeunesse du public touché (30 ans en moyenne) et le fait qu'il s'agit souvent de personnes sans emploi (offres visant des apprentis par exemple). On estime que dans 86 % des cas, les participants sont italophones.

### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

C'est le domaine dans lequel ont eu lieu le plus de cours en 2017. L'offre pour les seniors est suffisante car les nouvelles générations de seniors sont toujours plus sensibilisées au numérique. Cependant rien n'indique que l'offre soit suffisante pour les personnes exerçant une activité professionnelle. Le grand intérêt suscité par « simplement mieux au travail »<sup>9</sup>, ainsi que certains projets déposés auprès du canton indiquent que les besoins ne sont pas entièrement couverts. Il est intéressant de noter que l'entier du territoire cantonal est couvert et que, mise à part l'université populaire, la majeure partie des prestataires sont privés. Il semble que la participation à des cours en TIC soit moins difficile, car moins stigmatisante, que pour un cours Lire et écrire, ce qui peut expliquer le nombre élevé d'offres et de participants. Près de 2/3 des offres s'adressent à un public de plus de 60 ans. Les participants sont principalement des femmes (2/3) et presque exclusivement suisses (90 %). Les cours ayant eu lieu dans le cadre de « simplement mieux au travail » ne sont pas pris en compte dans les chiffres de la vue d'ensemble.

Le canton a ajouté une catégorie d'offres combinant l'apprentissage de la langue, des mathématiques élémentaires et des TIC ne pouvant pas être répartie dans les différents domaines. Il s'agit généralement de formations qui incluent d'autres compétences, par exemple professionnelles. La quasi-totalité de ces offres sont des programmes de réinsertion professionnelle.

## **3.15 Thurgovie**

La vue d'ensemble du canton de Thurgovie se réfère exclusivement aux offres soutenues dans le cadre de la LFCo. Le canton travaille avec un prestataire, le Bildungszentrum Wirtschaft Weinfelden (BZWW), qui propose depuis l'été 2017 une offre dans le domaine des compétences de base. C'est la raison pour laquelle la vue d'ensemble ne couvre que le deuxième semestre de 2017.

A l'heure actuelle, la mise en œuvre de la LFCo incombe au département chargé de l'orientation professionnelle et universitaire au sein de l'Office de l'éducation et de la culture (ABB), mais il est prévu de

<sup>9</sup> [www.sbf.admin.ch/simplement-mieux](http://www.sbf.admin.ch/simplement-mieux)

mettre sur pied un état-major dès 2020. La collaboration avec les autres services cantonaux est en cours de mise en place. La coordination avec l'ORP et la Stiftung Zukunft Thurgau, compétents pour les mesures relatives au marché du travail, est établie, mais elle doit encore être développée et formalisée avec les autres services, notamment les services sociaux et les services spécialisés dans le domaine de la migration. En raison du manque de collaboration avec le bureau de l'intégration dans le domaine de l'encouragement des compétences de base, aucune donnée n'a pu être recensée concernant le domaine Acquisition de la langue.

Jusqu'à présent, les participants potentiels ont été identifiés et informés à trois endroits dans le cadre du soutien à la candidature « BIZplus ». Des dépliants et des affiches étaient également disponibles dans les ORP et les services sociaux.

L'offre est proposée uniquement à Weinfelden. En raison de leur faible nombre, les participants doivent être regroupés pour que les cours puissent avoir lieu. 2017 a été une année de mise en place avec la publication de plusieurs cours. Toutefois, ces cours n'étaient pas encore connus et la campagne d'information et de sensibilisation a été lancée un peu tard. En 2018, la demande a augmenté et l'offre et les cours organisés se sont sensiblement développés. Aujourd'hui, l'offre est donc jugée suffisante.

Dans le domaine Lire et écrire, un des trois cours planifiés a eu lieu. Les participants avaient en moyenne 39 ans et étaient majoritairement des hommes (40 %). Dans le domaine TIC également, une des trois offres prévues a pu avoir lieu. Cette offre a été fréquentée uniquement par des femmes âgées de 51 ans en moyenne. Enfin, dans le domaine Mathématiques élémentaires, quatre offres ont été publiées, mais aucune d'entre elles n'a eu lieu.

### **3.16 Vaud**

La vue d'ensemble peut être considérée comme complète car l'ensemble des services sollicités et près de la moitié des communes y ont apporté leur contribution. Il peut toutefois manquer des informations sur l'organisation des offres.

Bien que l'offre soit souvent non formelle, une part non négligeable de celle-ci est informelle. Ceci est par exemple le cas pour des cours de langue à la plage en libre accès ou du soutien individuel pour les aînés dans l'utilisation de l'ordinateur. Des réflexions sont en cours pour améliorer la coordination entre les différents cours et assurer l'accès à d'autres formations. Ceci pourrait passer par l'élaboration d'un référentiel cantonal et un éventuel passeport cantonal. Un plan cantonal d'action dans le domaine des compétences de base des adultes doit être rédigé en 2019.

#### **Lire et écrire**

Malgré un investissement important, il existe des listes d'attente en Ville de Lausanne. Même si l'offre la plus dense et variée est concentrée autour de la capitale, des formations sont disponibles dans l'ensemble du canton. L'offre préparant directement à une formation certifiante est insuffisante au vu de la demande. Le public cible pourrait être encore mieux atteint par l'amélioration du travail avec les personnes-relais, par exemple en renforçant la collaboration avec le Service de l'emploi (SDE). Les femmes représentent près de trois-quarts des participants dont l'âge moyen se situe entre 40 et 45 ans. La majorité des participants n'ont pas de formation professionnelle. Les cours d'alphabétisation rencontrent une forte demande. Toutefois, le public jeune et masculin, ainsi que les personnes en emploi y sont sous-représentés. Cependant ceci est probablement lié au fait que la plupart de ces cours se déroulent en journée.

Les manques identifiés dans ce domaine sont une offre insuffisante, une offre non reconnue par le chômage, la difficulté d'atteindre et garder les personnes en emploi au sein des cours, le peu d'offres en soirée et des solutions de garde d'enfants pendant les cours insuffisantes et complexes à mettre en place.

#### **Acquisition de la langue**

Le Bureau cantonal pour l'intégration des étrangers et la prévention du racisme (BCI) endosse un rôle important dans la coordination de l'offre sur l'ensemble du territoire. Il réunit, au sein de la plateforme des cours de français, les différents prestataires subventionnés, les partenaires principaux tels que les

communes. Les échanges sont nombreux avec le service en charge de la mise en œuvre de la LFCo. Les participants aux cours de langue sont majoritairement des femmes et près de 70 % d'entre eux sont issus de la migration<sup>10</sup>. Près de la moitié proviennent d'un pays européen.

### **Mathématiques élémentaires**

L'offre est jugée insuffisante au regard des carences observées chez les candidats à la certification professionnelle initiale. De plus, l'offre est actuellement concentrée en Ville de Lausanne et son coût est encore trop important pour les personnes qui n'y sont pas adressées par des services étatiques comme l'AI ou les structures pour migrants. Il manque également une coordination et une orientation efficace entre les offres. Dans la capitale, les 2/3 des participants sont des femmes entre 35 et 45 ans.

### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

L'offre, adressée à un public peu qualifié, est actuellement concentrée en Ville de Lausanne. Elle est jugée insuffisante. Pour les cours non réservés aux aînés, l'âge moyen se situe autour de 50 ans. La répartition entre femmes et hommes est proche de la parité.

Un total de 32 cours prévus dans les domaines de la langue, des mathématiques et TIC mais non réalisés a pu être recensé sans toutefois pouvoir apporter d'explication à leur non réalisation. S'agissant d'offres non subventionnées, le coût pour les participants pourrait expliquer le manque d'inscriptions. En 2019 et 2020, il est prévu de développer l'offre en matière de mathématiques élémentaires et TIC.

## **3.17 Valais**

La vue d'ensemble valaisanne inclut essentiellement les informations remises par les prestataires subventionnés, soit Lire et Ecrire Valais pour la lecture et l'écriture, les universités populaires pour les TIC et mathématiques, ainsi que l'association Freuw active en Haut-Valais et qui fonctionne comme un portail d'entrée pour toutes les questions liées aux compétences de base. D'autres données, comme celles du PIC ou du chômage n'ont pas pu être intégrées. Les chiffres concernant les offres du domaine de l'intégration ont été estimés et intégrés au domaine Lire et écrire.

Un rapport sur la promotion des compétences de base des adultes en Valais<sup>11</sup> a été réalisé entre fin 2014 et 2017. Ce rapport a mis à jour un certain nombre de manques. Parmi ceux-ci on peut citer le manque de coordination entre les acteurs ou le fait que l'offre soit souvent intégrée dans des dispositifs clos, peu visibles et donc peu accessibles. Il apparaît donc difficile pour les personnes concernées de savoir où s'adresser et de trouver un soutien pour leur orientation vers l'offre la plus adaptée.

L'association Lire et Ecrire, les universités populaires et Freuw sont très présents sur le plan de la sensibilisation par diverses actions notamment à la radio et à la télévision, dans les cinémas, les journaux, les bus, etc. mais aussi sur les marchés et au niveau de la sensibilisation des partenaires ou personnes-relais.

### **Lire et écrire**

Une offre de qualité existe. Elle pourrait en outre être rapidement augmentée en cas de besoin. Cependant, au vu du nombre estimé de personnes concernées, les cours proposés sont peu fréquentés. L'offre est garantie dans cinq villes du Valais romand. On distingue entre les cours dits «de base», remise à niveau, des cours alpha et post-alpha qui concernent l'apprentissage initial de la lecture et de l'écriture pour des personnes pouvant tenir une conversation en français. Pour des raisons pratiques, les cours de base sont organisés par région et non par niveau. Cela favorise les échanges mais peut poser problème en cas d'écart de niveau trop grand. Les participants sont majoritairement des femmes avec un faible niveau de formation. L'offre pourrait encore être étendue pour des demandes spécifiques,

<sup>10</sup> Ils sont titulaires de permis de séjour B ou C. Livret B: les titulaires d'une autorisation de séjour sont des étrangers, exerçant ou non une activité lucrative, qui séjournent durablement en Suisse dans un but précis.  
([https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/aufenthalt/eu\\_efta/ausweis\\_b\\_eu\\_efta.html](https://www.sem.admin.ch/sem/fr/home/themen/aufenthalt/eu_efta/ausweis_b_eu_efta.html), 31.01.2019)

<sup>11</sup> Canton du Valais, Go-VS – Promotion des compétences de base des adultes; mise à jour 04-2018.

par exemple les sujets liés à la santé, l'accompagnement lors de formations ou la reconnaissance des acquis ou des démarches de naturalisation.

### **Acquisition de la langue**

Les informations qualitatives disponibles pour le domaine acquisition de la langue proviennent essentiellement de l'association Lire et Ecrire. Concernant l'intégration, on estime que la majorité des 126 communes proposent des offres dans le domaine. Les cours alpha et post-alpha ne sont actuellement dispensés qu'à Sion, un cours supplémentaire sera ouvert à Martigny en 2019. Ces cours sont essentiellement suivis par des femmes âgées de 40 à 50 ans, peu formées et ayant peu de contact avec la communauté francophone. Elles n'ont souvent pas appris à apprendre, ce qui ralentit le processus d'apprentissage.

L'offre en mathématiques élémentaires et TIC, répartie dans l'ensemble du canton, est jugée suffisante.

## **3.18 Zurich**

Le canton de Zurich a évalué les offres une première fois en 2016 en effectuant des recherches au niveau des banques de données et des publications d'offres. Les informations recueillies ont servi de base à une vaste enquête menée en 2017 auprès des prestataires, des services cantonaux, des communes, des intermédiaires, etc. Etant donné que tous les acteurs importants ont fourni des informations, la vue d'ensemble peut être considérée comme exhaustive. A noter toutefois que les données relatives au financement ne sont, elles, pas toujours complètes.

Les compétences de base font partie des thèmes à l'ordre du jour au sein de diverses directions et divers services cantonaux. Début 2019, un groupe de travail a vu le jour avec notamment pour objectif d'améliorer la collaboration, d'examiner les bases légales et de développer un programme pour la période 2021-2024. Le canton dispose d'un service de coordination pour les compétences de base, qui travaille en étroite collaboration avec d'autres autorités cantonales. Ce service propose aux intermédiaires, aux prestataires, aux experts, aux communes et aux autorités cantonales des prestations en matière de sensibilisation, d'orientation et d'aiguillage. Actuellement, il organise par exemple des manifestations de sensibilisation à l'intention des autorités cantonales. Les participants potentiels trouvent des informations en ligne et bénéficient de conseils aussi bien grâce aux lignes téléphoniques mises en place à cet effet (ALPHA-Telefon et Hotline «simplement mieux») qu'auprès du CIP et de l'ORP.

Une des lacunes importantes identifiées concerne l'atteinte des groupes cibles. Actuellement, les personnes éloignées de la formation dont les compétences de base sont lacunaires ne peuvent être attirées vers une mesure de formation que par le biais du contact direct, de l'orientation et du mentoring. Le manque de bases légales cantonales interdisant le subventionnement de prestataires privés et de projets de prestataires étatiques constitue également une difficulté.

En collaboration avec la Ville de Zurich, le CIP et les services de rédaction, le canton mène un projet pilote depuis janvier 2019 visant à atteindre, à orienter et à encourager les groupes cibles au moyen d'un contexte d'apprentissage à bas seuil.

### **Lire et écrire**

L'offre est jugée suffisante. Le Weinland zurichois dispose en général de peu d'offres, mais il est bien relié à Winterthur et à Zurich sur le plan des transports. En outre, en raison des bases de financement cantonales, les offres de lecture et d'écriture sont actuellement trop chères pour les groupes cibles concernés. Les bases légales doivent être améliorées afin de permettre un subventionnement adéquat des cours. Cette structure d'apprentissage est organisée sous forme de projet pilote avec pour objectif de préparer les groupes cibles à entamer ou à reprendre un parcours de formation personnel. Le lancement du projet pilote est prévu pour mars 2019. Il manque des offres destinées aux personnes présentant des troubles non diagnostiqués de l'ouïe, de la vue, de l'apprentissage et des capacités cognitives.

### **Acquisition de la langue**

L'offre dans ce domaine est vaste et manque pourtant de clarté. Les offres d'acquisition de la langue sont bien réparties au niveau régional. Il manque des offres dans le domaine de l'alphabétisation qui ne sont pas proposées dans le cadre du PIC, mais également des offres destinées avant tout aux jeunes adultes (16-25 ans) et aux mères qui ne font pas l'objet d'une procédure d'asile en raison d'un regroupement familial ou d'une migration liée au travail, ainsi qu'aux personnes en procédure d'asile qui n'ont pas droit à l'aide sociale. Cela complique l'application de critères de qualité communs. Des solutions de financement doivent encore être trouvées pour les adultes entre 18 et 65 ans, pour les personnes dont l'allemand est la première langue ou dont le niveau d'allemand correspond au B1 GER, ainsi que pour les personnes qui ne suivent pas une formation obligatoire ou postobligatoire.

### **Mathématiques élémentaires**

L'offre dans le domaine Mathématiques élémentaires est jugée suffisante. Les entretiens avec des prestataires et des entreprises du domaine de l'intégration professionnelle permettent de conclure que les mathématiques élémentaires devraient être enseignées non pas de manière isolée, mais en lien avec le champ thématique concerné ou intégrées dans des cours de lecture et d'écriture. Certains prestataires commencent à inclure des modules de mathématiques élémentaires dans les cours de langue.

### **Technologies de l'information et de la communication (TIC)**

Même si l'offre est très bien répartie au niveau régional, elle est jugée insuffisante. Les seniors et les personnes présentant des troubles cognitifs sont largement atteints. La situation est toute autre en ce qui concerne les travailleurs âgés (accès aux développements numériques), les adultes actifs (dont la profession traverse des changements fondamentaux en raison des développements numériques) et les personnes présentant des troubles non diagnostiqués de l'ouïe, de la vue, de l'apprentissage et des capacités cognitives. En outre, l'offre actuelle est encore trop fortement axée sur les cours d'informatique classiques (p. ex. Word / Excel).

Le projet pilote «E-Lernstube» met à disposition des adultes une plateforme d'apprentissage conviviale, qui s'étend aux domaines de la lecture et de l'écriture, des mathématiques élémentaires, des connaissances générales et du lien avec la profession. Une telle plateforme existe déjà à l'école obligatoire.

Au cours de l'année sous revue, 377 offres planifiées n'ont pas pu avoir lieu. Il s'agit surtout d'offres dans les domaines Acquisition de la langue (293) et TIC (46), ainsi que d'offres mixtes regroupant l'ensemble des domaines de compétences de base (27). Les raisons citées sont l'absence de subventions pour ce type de cours (les cours dans le domaine des compétences de base sont particulièrement onéreux, car ils sont donnés en petits groupes, requièrent une personnalisation, doivent maintenir la possibilité de suivre plusieurs fois le même niveau, etc.), la difficulté d'atteindre et de convaincre le groupe cible ou le manque de volonté de la part de l'employeur.

## 4 Annexe

### 4.1 Formulaire «Vue d'ensemble cantonale des mesures de formation dans le domaine de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes»

Cf. chapitre 3 du document de référence Encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes

**Contexte:** Afin de récolter les informations nécessaires, les cantons disposent de formulaires à l'intention des organismes proposant une offre dans le domaine de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes (formulaires LS, SE, AM, IKT et KA).

-  Les champs en orange dans les formulaires peuvent être agrégés et reportés directement dans le tableau de la présente vue d'ensemble.
-  Les champs en vert livrent des informations qualitatives sur les différentes offres. Elles peuvent être utilisées comme base de référence pour répondre aux questions ci-dessous.
-  Les champs en jaune donnent des indications concernant la méthode de relevé, les bonnes pratiques ou les mesures à prendre. Elles servent à répondre aux questions ci-dessous (synthèse des champs et appréciation) et peuvent être discutées par exemple dans le cadre des réunions d'échange.
-  Les champs sans couleurs contiennent des informations à l'intention du canton.

**Les informations concernent l'année civile 2017 ou l'année scolaire 2016/2017.**

Canton	
Service compétent	
Rue / case postale	
Lieu	
Prénom et nom de la personne de contact	
Courriel	
Tél.	

**A renvoyer au plus tard le 31 décembre 2018 à l'adresse suivante:**

Secrétariat d'Etat à la formation,  
à la recherche et à l'innovation SEFRI  
Formation continue et encouragement de projets  
Priska Widmer  
Einsteinstrasse 2  
3003 Berne

## 1. Questions générales

- 1.1. Existe-t-il une vue d'ensemble de toutes les offres du canton? Quel(s) service(s) n'a/ont pas donné de réponse?
- 1.2. Quel(s) service(s) s'occupe(nt) de sensibiliser, d'informer et de conseiller les participants ainsi que de les orienter vers les offres les mieux adaptées à leur situation? Leurs publics cibles différents? Si oui, comment sont-ils répartis?
- 1.3. Comment les différents groupes cibles sont-ils informés de l'offre existante?
- 1.4. Quelles interfaces avez-vous identifiées dans votre canton en matière d'encouragement des compétences de base et comment les responsabilités sont-elles réparties?

## 2. Domaine Lire et écrire (formulaires LS)

*Prière d'effacer la période non pertinente*

**2017 ou  
2016/2017**

Nombre d'offres par année		
Nombre de participants		
Nombre d'heures		
Heures-participants		
Age moyen des participants (estimation)		
Part de femmes (en pour-cent; estimation)		
Dépenses annuelles (total)	CHF	
<i>Financé par</i>		
Département compétent (y c. mise en œuvre de la LFCo)	CHF	
Programme d'intégration	CHF	
Tiers (pouvoirs publics)	CHF	
Tiers (privés)	CHF	
Participant(e)s	CHF	
Coûts pour les participant(e)s (par heure)	CHF	

- 2.1 Comment évaluez-vous l'offre actuelle dans le domaine Lire et écrire? (suffisante / insuffisante)
- 2.2 Répartition géographique. Où les offres ont-elles lieu? Y a-t-il des régions dans lesquelles aucune offre n'existe? Pourquoi?
- 2.3 Atteinte du groupe cible. Quels sont les groupes cibles choisis ou auxquels s'adressent les offres? Manque-t-il un groupe cible? Quels sont les types d'offres et lesquels ont le plus de succès?
- 2.4 Existe-t-il des tendances claires en fonction de l'âge, du sexe, du statut d'activité ou du niveau de formation des participants aux offres? Lesquelles?
- 2.5 Comment évaluez-vous l'offre?

2.6 Qu'est-ce qui fonctionne bien?

2.7 Quelles sont les difficultés?

2.8 Les offres donnent-elles accès à d'autres formations? (Quelles sont les raisons qui parlent pour ou contre la définition d'axes prioritaires ou de niveaux? Les axes prioritaires ou les niveaux font-ils défaut?)

2.9 Prévoyez-vous d'étendre / de maintenir / de réduire l'offre ces prochaines années? Pourquoi? Comment?

2.10 Autres remarques concernant le domaine:

### 3. Domaine Acquisition de la langue (formulaire SE)

**Les délégués à l'intégration disposent de nombreuses informations utiles pour répondre aux questions concernant le domaine Acquisition de la langue.**

*Prière d'effacer la période non pertinente*

**2017 ou  
2016/2017**

Nombre d'offres par année		
Nombre de participants		
Nombre d'heures		
Heures-participants		
Age moyen des participants (estimation)		
Part de femmes (en pour-cent; estimation)?		
Dépenses annuelles (total)	CHF	
<i>Financé par</i>		
Département compétent (y c. mise en œuvre de la LFCo)	CHF	
Programme d'intégration	CHF	
Tiers (pouvoirs publics)	CHF	
Tiers (privés)	CHF	
Participant(e)s	CHF	
Coûts pour les participant(e)s (par heure)	CHF	

3.1 De quelle manière collaborez-vous avec le service d'intégration cantonal?

3.2 Qui est responsable de veiller à une offre suffisante?

3.3 Comment le financement est-il réglé?

3.4 Comment évaluez-vous l'offre existante dans le domaine Acquisition de la langue? (suffisante / insuffisante)

3.5 Répartition géographique. Où les offres ont-elles lieu? Y a-t-il des régions dans lesquelles aucune offre n'existe? Pourquoi?

3.6 Atteinte du groupe cible. Quels sont les groupes cibles choisis ou auxquels s'adressent les offres? Manque-t-il un groupe cible? Quels sont les types d'offres et lesquels ont le plus de succès?

3.7 Existe-t-il des tendances claires en fonction de l'âge, du sexe, du statut d'activité ou du niveau de formation des participants aux offres? Lesquelles?

3.8 Comment évaluez-vous l'offre?

3.9 Qu'est-ce qui fonctionne bien?

3.10 Quelles sont les difficultés?

3.11 Les offres donnent-elles accès à d'autres formations? (Quelles sont les raisons qui parlent pour ou contre la définition d'axes prioritaires ou de niveaux? Les axes prioritaires ou les niveaux font-ils défaut?)

3.12 Prévoyez-vous d'étendre / de maintenir / de réduire l'offre ces prochaines années? Pourquoi? Comment?

3.13 Autres remarques concernant le domaine:

(Il est également possible de répondre aux questions 3.4 à 3.11 dans le rapport établi dans le cadre du PIC).

#### 4 Domaine Mathématiques élémentaires (formulaires AM)

*Prière d'effacer la période non pertinente*

**2017 ou  
2016/2017**

Nombre d'offres par année		
Nombre de participants		
Nombre d'heures		
Heures-participants		
Age moyen des participants (estimation)		
Part de femmes (en pour-cent; estimation)		
Dépenses annuelles (total)	CHF	
<i>Financé par</i>		
Département compétent (y c. mise en œuvre de la LFCo)	CHF	
Programme d'intégration	CHF	
Tiers (pouvoirs publics)	CHF	
Tiers (privés)	CHF	
Participant(e)s	CHF	
Coûts pour les participant(e)s (par heure)	CHF	

4.1 Comment évaluez-vous l'offre existante dans le domaine Mathématiques élémentaires? (suffisante / insuffisante)

- 4.2 Répartition géographique. Où les offres ont-elles lieu? Y a-t-il des régions dans lesquelles aucune offre n'existe? Pourquoi?
- 4.3 Atteinte du groupe cible. Quels sont les groupes cibles choisis ou auxquels s'adressent les offres? Manque-t-il un groupe cible? Quels sont les types d'offres et lesquels ont le plus de succès?
- 4.4 Existe-t-il des tendances claires en fonction de l'âge, du sexe, du statut d'activité ou du niveau de formation des participants aux offres? Lesquelles?
- 4.5 Comment évaluez-vous l'offre?
- 4.6 Qu'est-ce qui fonctionne bien?
- 4.7 Quelles sont les difficultés?
- 4.8 Les offres donnent-elles accès à d'autres formations? (Quelles sont les raisons qui parlent pour ou contre la définition d'axes prioritaires ou de niveaux? Les axes prioritaires ou les niveaux font-ils défaut?)
- 4.9 Prévoyez-vous d'étendre / de maintenir / de réduire l'offre ces prochaines années? Pourquoi? Comment?
- 4.10 Autres remarques concernant le domaine:

## 5 Domaine TIC (formulaire IKT)

*Prière d'effacer la période non pertinente*

**2017 ou 2016/17**

Nombre d'offres par année		
Nombre de participants		
Nombre d'heures		
Heures-participants		
Age moyen des participants (estimation)		
Part de femmes (en pour-cent; estimation)		
Dépenses annuelles (total)	CHF	
<i>Financé par</i>		
Département compétent (y c. mise en œuvre de la LFCo)	CHF	
Programme d'intégration	CHF	
Tiers (pouvoirs publics)	CHF	
Tiers (privés)	CHF	
Participant(e)s	CHF	
Coûts pour les participant(e)s (par heure)	CHF	

- 5.1 Comment évaluez-vous l'offre existante dans le domaine TIC? (suffisante / insuffisante)
- 5.2 Répartition géographique. Où les offres ont-elles lieu? Y a-t-il des régions dans lesquelles aucune offre n'existe? Pourquoi?

- 5.3 Atteinte du groupe cible. Quels sont les groupes cibles choisis ou auxquels s'adressent les offres? Manque-t-il un groupe cible? Quels sont les types d'offres et lesquels ont le plus de succès?
- 5.4 Existe-t-il des tendances claires en fonction de l'âge, du sexe, du statut d'activité ou du niveau de formation des participants aux offres? Lesquelles?
- 5.5 Comment évaluez-vous l'offre?
- 5.6 Qu'est-ce qui fonctionne bien?
- 5.7 Quelles sont les difficultés?
- 5.8 Les offres donnent-elles accès à d'autres formations? (Quelles sont les raisons qui parlent pour ou contre la définition d'axes prioritaires ou de niveaux? Les axes prioritaires ou les niveaux font-ils défaut?)
- 5.9 Prévoyez-vous d'étendre / de maintenir / de réduire l'offre ces prochaines années? Pourquoi? Comment?
- 5.10 Autres remarques concernant le domaine:

**6 Aucune offre (formulaire KA)**

6.1 Combien d'offres dans les différents domaines n'ont pas pu être réalisées?

Domaine	Nombre d'offres non réalisées
Domaine Lire et écrire	
Domaine Acquisition de la langue	
Domaine Mathématiques élémentaires	
Domaine TIC	

6.2 Quelles sont les caractéristiques des offres qui n'ont pas pu être réalisées (lieu du cours, groupe cible, axes prioritaires / niveau, etc.)?

**Domaine Lire et écrire**

**Domaine Acquisition de la langue**

**Domaine Mathématiques élémentaires**

**Domaine TIC**

- 6.3 Quels sont les coûts engendrés par ces offres non réalisées?
- 6.4 Quelles sont les raisons probables qui ont empêché que ces offres soient réalisées?
- 6.5 Autres remarques concernant les offres non réalisées:

**7 Remarques**

Signature: .....

Lieu/date: .....

## 4.2 Glossaire et abréviations

Abréviation	Signification
AI	Assurance-invalidité
CII	Collaboration interinstitutionnelle
CIP	Centre d'information professionnelle
C9FBA	Collectif genevois pour la formation de base des adultes
LFCo	Loi fédérale sur la formation continue
MMT	Mesures relatives au marché du travail
OCIAMT	Office cantonal de l'industrie, des arts et métiers et du travail
OFCo	Ordonnance sur la formation continue
ORP	Offices régionaux de placement
Ortra	Organisation du monde du travail
PIC	Programme cantonal d'intégration
SEFRI	Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UE	Union européenne

Les définitions suivantes figurent dans le document « Instructions pour la réalisation de la vue d'ensemble des offres existantes dans le domaine de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez les adultes », qui a été remis aux cantons.

Notion	Définition
Offre	Toute offre pédagogique dans le domaine des compétences de base, dont le temps peut être mesuré. Par exemple: cours régulier, cours unique, coaching, permanence de soutien, etc.
Heures-participants	Durée de l'offre en heures * nombre de participants
Pas d'offre (KA)	Offre prévue mais n'ayant pas eu lieu
Prestataire	Tout organisme proposant une offre dans le domaine des compétences de base.
Département compétent	Département responsable de la mise en œuvre de la LFCo.
Tiers (pouvoirs publics)	Communes, autres départements cantonaux, etc.
Tiers (privés)	Fondations, associations, entreprises, etc.
Lire et écrire (LS)	Offre s'adressant à des personnes maîtrisant la langue locale, ayant appris à lire et à écrire, mais qui ont des lacunes dans ce domaine.
Acquisition de la langue (SE)	Offre concernant l'acquisition (orale et/ou écrite) de la langue locale par des personnes dont ce n'est pas la langue maternelle. En principe on parle de compétences de base jusqu'à un niveau A2 (se référer au niveau pratiqué par le PIC de son canton).